



VOUS AVEZ DIT DÉFICIT ?

Le déficit ? Il ne s'explique pas uniquement par la dépense publique : celle-ci a baissé de 0,6 point de PIB entre 2017 et 2023. Les prélèvements obligatoires, eux, ont baissé de 2,1 pts, ce qui représente 59,3 Milliards. Exactement le montant de réduction de déficit (60 Milliards) visé par le gouvernement.



CHÂTEAUBRIANT 20 OCTOBRE 2024

Ce dimanche 20 octobre, nous commémorerons le 83^e anniversaire de la fusillade par les nazis de nos 27 camarades dans la carrière de Châteaubriant. Cette année, un accent particulier sera mis sur les droits des femmes, à l'occasion du 80^e anniversaire de l'amendement Grenier qui permet d'**inscrire dans la loi le droit de vote et d'éligibilité des femmes**.

C'est aussi l'occasion de redonner espoirs et perspectives en mettant la lumière sur le programme du Conseil National de la Résistance, les Jours heureux, véritable programme progressiste pensé et en partie mis en œuvre par nos camarades résistants-e-s. Il constitue encore aujourd'hui les piliers de notre modèle social malgré les nombreuses attaques capitalistes dont il a fait l'objet depuis 80 ans.

Aussi, pour nos camarades fusillés pour leurs idéaux, et pour toutes celles et ceux qui poursuivent leurs combats, nous vous attendons nombreux. Le dimanche 20 octobre 2024, à Châteaubriant. Sophie Binet, secrétaire confédérale CGT, y fera une allocution.

À POIL

Une note récente d'ATTAC donne une petite illustration de l'état de nos services et de l'exercice de nos missions en se penchant notamment sur la gestion des remboursements de crédit de TVA.

La note dit : « en 2023, le niveau des recettes publiques a diminué et est inférieur aux prévisions, celui des remboursements et des dégrèvements a sensiblement augmenté et est supérieur aux estima-

tions. » Le montant des remboursements et dégrèvements d'impôts d'État s'élève à 135,9 milliards d'euros, en **hausse de près de 9 milliards d'euros** par rapport à la loi de finances initiale (LFI) pour 2023 (soit 127,1 milliards d'euros) et a plus que doublé depuis 2001). C'est tout bonnement le plus haut niveau jamais atteint, hors Covid.

Plusieurs raisons expliquent cette tendance à la hausse, de la législation à l'évolution du tissu économique, **il faut y ajouter la faiblesse des contrôles due, principalement, au manque de moyens de la Direction générale des finances publiques (DGFiP).**

En PLF 2024, les restitutions de TVA sont donc estimées à 79,3 milliards d'euros, ce qui représente une augmentation de 15,4 % par rapport à la LFI 2023. Ce niveau élevé des remboursements nécessite une vigilance accrue sur les risques de montages frauduleux. Rappelons qu'en 2022, l'INSEE estimait la fraude à la TVA entre 20 et 26 milliards d'euros. Et c'est ainsi qu'en contrôle fiscal on détecte des fraudes au remboursement se chiffrant en centaines de milliers d'€, et parfois même en millions d'€. Les économies faites sur nos emplois se paient au centuple pour le budget de l'État !

MISE EN CONCURRENCE

Nous savions que les stagiaires sortis d'école pouvaient griller la priorité sur certains postes aux collègues bougeant au mouvement général du 1^{er} septembre. On découvre que les contractuels peuvent bloquer des postes pour les sortis-e-s d'école !

Le serpent se mord la queue : on embauche des contractuels pour palier les carences d'emplois et on empêche les titulaires d'accéder aux postes de leur choix. Cela ne va pas encourager la promotion interne, notamment pour les jeunes mères de famille...

EMPLOIS 2024 2025

Le budget 2025 envisage la suppression de plus de 500 emplois au ministère des Finances. Cela prêterait presque à sourire quand on sait qu'il manque déjà pas loin de 5000 emplois aux Finances Publiques ! Pas sûr que ce genre de mesure améliore notre « attractivité ».

À titre d'exemple, la situation de l'emploi à la Drfip 44 est catastrophique avec 89 Équivalents Temps Plein vacants ! Et ce, en tenant compte de l'embauche de 32 contractuels en cette rentrée de septembre.